

World Federation of Scientific Workers Statement

Stop the wars in the Middle East: the scientific community must rise

Five weeks after the outbreak of the war waged by the United States and the State of Israel against Iran on 28 February 2026, military escalation has reached a critical threshold across the Middle East, from Lebanon to the Gulf countries. Launched in the midst of diplomatic negotiations and in clear violation of international law, this war continues to intensify, expanding its targets and worsening its human, social, and environmental consequences.

The initial strikes on Tehran were quickly followed by a campaign of indiscriminate bombardment targeting not only military objectives but also essential energy facilities, as well as civilian infrastructure, particularly in the medical, academic, research, and urban sectors. By attacking the very conditions of social life and places of knowledge and care, this war is changing in nature: it is becoming a war against society as a whole. It constitutes a serious violation of the fundamental principles of international humanitarian law, especially those concerning the protection of civilian populations.

Nothing can justify such an outpouring of violence. The argument of self-defence does not withstand scrutiny. This conflict as it engulfs as well, Gaza, the rest of the Palestinian territories and Lebanon — forms part of a logic of power aimed at imposing a regional order based on force, domination and control over both populations and strategic resources, foremost among them gas and oil.

Once again, rejecting this war does not in any way mean supporting a regime, of whatever nature. As the WFSW has stated before, our solidarity lies with the Iranian, Palestinian, and Lebanese peoples, who, in the first case, suffer both the effects of an authoritarian regime and those of a double external aggression, and in the latter two cases, the expansionism and extreme militarisation of the State of Israel. History has shown that bombs do not liberate people. They destroy infrastructures, weaken societies, and close off the very spaces in which democratic dynamics can emerge.

What is at stake today goes far beyond the Iranian context alone. The extension of strikes to vital infrastructures, the risks of regional conflagration, tensions surrounding global energy routes, and the devastating destructions endured by Lebanon following Gaza, all pose a direct threat to international stability. This headlong rush into militarism—including the staggering proposal emanating from the White House to raise the US military budget to 1.5 trillion dollars by 2027, more than half the combined GDP of all African countries — diverts considerable resources that should instead be devoted to the real urgencies of the twenty-first century, foremost among them, climate change, poverty and hunger in large parts of the world, social inequalities and global health crises.

In this context, silence is not an option.

The WFSW, and with it the international scientific community, is directly concerned. When universities are struck, when hospitals are destroyed, when research infrastructures are dismantled, it is the very possibility of generating, transmitting, and sharing knowledge that is attacked and destroyed. When war becomes a mode of regulating international relations, scientific cooperation - based on exchange, trust, and universality - is undermined.

Scientists cannot remain silent observers. They bear a particular responsibility: to state clearly and resolutely that security cannot be founded on violence, that raw military power does not resolve political crises, and that the major challenges facing humanity, on the contrary, require cooperation, shared knowledge, and solidarity.

It is therefore urgent to mobilise.

Accordingly, the WFSW calls on scientists, academics, members of research institutions and their networks worldwide, to take a public stand against these wars — and all war —, support any initiative aimed at an immediate ceasefire with the resumption of diplomatic negotiations, and to uphold strict respect for international law, in particular the protection of civilian populations and non-military infrastructures.

This is not merely about opposing a war. It is about defending a certain vision of science and its role in society: a science in the service of peace, justice, and human progress, not one subordinated to the logics of war and domination.

In the face of the current escalation, one fact is clear: collective security can never be ensured by the law of the strongest. It rests on international law, on cooperation between peoples, and on the capacity to build political solutions to conflicts.

Co-Presidents of the FMTS-WFSW – April 6, 2026

Fédération mondiale des travailleurs scientifiques Communiqué

Halte aux guerres au Moyen-Orient : la communauté scientifique doit se lever

Cinq semaines après le déclenchement de la guerre menée par les États-Unis et l'État d'Israël contre l'Iran, le 28 février 2026, l'escalade militaire a atteint un seuil critique dans l'ensemble du Moyen-Orient, du Liban aux pays du Golfe. Lancée en pleine phase de négociations diplomatiques et en violation manifeste du droit international, cette guerre continue de s'intensifier, élargissant ses cibles et aggravant ses conséquences humaines, sociales et environnementales.

Les premières frappes sur Téhéran ont rapidement été suivies d'une campagne de bombardements indiscriminés visant non seulement des objectifs militaires, mais aussi des installations énergétiques essentielles ainsi que des infrastructures civiles, en particulier dans les secteurs médical, universitaire, de la recherche et urbain. En s'attaquant aux conditions

mêmes de la vie sociale et aux lieux du savoir et du soin, cette guerre change de nature : elle devient une guerre contre la société dans son ensemble. Elle constitue une violation grave des principes fondamentaux du droit international humanitaire, notamment ceux relatifs à la protection des populations civiles.

Rien ne peut justifier un tel déferlement de violence. L'argument de la légitime défense ne résiste pas à l'examen. Ce conflit, qui englobe également Gaza, le reste des territoires palestiniens et le Liban, s'inscrit dans une logique de puissance visant à imposer un ordre régional fondé sur la force, la domination et le contrôle des populations ainsi que des ressources stratégiques, au premier rang desquelles le gaz et le pétrole.

Une fois encore, rejeter cette guerre ne signifie en rien soutenir un quelconque régime, quelle qu'en soit la nature. Comme la FMTS l'a déjà affirmé, notre solidarité va aux peuples iranien, palestinien et libanais, qui, dans le premier cas, subissent à la fois les effets d'un régime autoritaire et ceux d'une double agression extérieure, et, dans les deux autres, l'expansionnisme et l'hypermilitarisation de l'État d'Israël. L'histoire a montré que les bombes ne libèrent pas les peuples. Elles détruisent les infrastructures, affaiblissent les sociétés et ferment les espaces mêmes où peuvent émerger des dynamiques démocratiques.

Les enjeux actuels dépassent largement le seul contexte iranien. L'extension des frappes aux infrastructures vitales, les risques d'embrasement régional, les tensions autour des routes énergétiques mondiales, ainsi que les destructions massives subies par le Liban après Gaza, constituent une menace directe pour la stabilité internationale. Cette fuite en avant militariste - dont témoigne notamment la proposition vertigineuse émanant de la Maison-Blanche de porter le budget militaire des États-Unis à 1.500 milliards de dollars d'ici 2027, soit plus de la moitié du PIB cumulé de l'ensemble des pays africains - détourne des ressources considérables qui devraient être consacrées aux urgences réelles du XXI^e siècle, au premier rang desquelles le changement climatique, la pauvreté et la faim dans de vastes régions du monde, les inégalités sociales et les crises sanitaires globales.

Dans ce contexte, le silence n'est pas une option.

La FMTS, et avec elle la communauté scientifique internationale, est directement concernée. Lorsque des universités sont frappées, lorsque des hôpitaux sont détruits, lorsque des infrastructures de recherche sont démantelées, c'est la possibilité même de produire, de transmettre et de partager les connaissances qui est attaquée et anéantie. Lorsque la guerre devient un mode de régulation des relations internationales, la coopération scientifique - fondée sur l'échange, la confiance et l'universalité - est profondément remise en cause.

Les scientifiques ne peuvent rester de simples observateurs silencieux. Ils portent une responsabilité particulière : affirmer clairement, avec détermination, que la sécurité ne peut être fondée sur la violence, que la puissance militaire brute ne résout pas les crises politiques et que les grands défis auxquels l'humanité est confrontée exigent au contraire coopération, savoirs partagés et solidarité.

Il est donc urgent de se mobiliser.

En conséquence, la FMTS appelle les scientifiques, les universitaires, les membres des institutions de recherche et leurs réseaux à travers le monde, à prendre publiquement position contre ces guerres - et contre toute guerre - à soutenir toute initiative visant à un cessez-le-feu immédiat accompagné de la reprise des négociations diplomatiques, et à exiger le respect strict du droit international, en particulier la protection des populations civiles et des infrastructures non militaires.

Il ne s'agit pas seulement de s'opposer à une guerre. Il s'agit de défendre une certaine vision de la science et de son rôle dans la société : une science au service de la paix, de la justice et du progrès humain, et non subordonnée aux logiques de guerre et de domination.

Face à l'escalade actuelle, un constat s'impose : la sécurité collective ne peut jamais être assurée par la loi du plus fort. Elle repose sur le droit international, sur la coopération entre les peuples et sur la capacité à construire des solutions politiques aux conflits.

Le 6 avril 2026

Co-présidents du FMTS-WFSW